



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8593^e séance

Mercredi 7 août 2019, à 10 h 10

New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Wronecka (Pologne)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Schulz
Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M. Cohen
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M ^{me} Gueguen
Guinée équatoriale	M ^{me} Mele Colifa
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Duclos
République dominicaine	M ^{me} Cedano
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Pierce

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix; la docteur Hala, de Syria Bright Future; et M^{me} Amina Khoulan, de Families for Freedom.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} DiCarlo.

M^{me} DiCarlo (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de me donner l'occasion de faire un exposé au Conseil de sécurité sur la question cruciale des personnes détenues, enlevées et portées disparues en Syrie. Je souhaite la bienvenue à la docteur Hala et à M^{me} Khoulan à la séance d'information d'aujourd'hui.

En juin de cette année, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 2474 (2019) sur les personnes portées disparues en temps de conflit armé. La résolution établit un lien clair entre le règlement de la question des personnes portées disparues et le règlement des conflits. Dans le cadre de leurs conversations avec nous, de nombreux Syriens nous ont dit que la résolution 2474 (2019) était pour eux une lueur d'espoir.

Étant donné que nous n'avons toujours pas accès aux lieux de détention et aux détenus en Syrie, l'ONU ne dispose pas de statistiques officielles sur les personnes détenues, enlevées ou portées disparues. Ce que nous savons vient de récits recueillis et corroborés par la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, mandatée par le Conseil des droits de l'homme et les organisations de défense des droits de l'homme, depuis le début du conflit en 2011.

Bien que l'ONU ne soit pas en mesure de le vérifier, à en croire les rapports reçus, plus de 100 000 personnes auraient été détenues, auraient été enlevées, auraient disparu ou seraient portées disparues jusqu'à présent,

ce dont le Gouvernement syrien serait responsable en grande partie, mais pas uniquement. De nombreuses familles n'ont aucune information sur le sort de leurs proches. Des prisonniers, notamment des femmes et des enfants, sont détenus sans procédure régulière ni accès à une représentation légale ou à leur famille. Les lieux de détention ne sont pas accessibles à l'ONU ni aux observateurs internationaux.

Les dossiers des hôpitaux ou des lieux de sépulture ne sont pas publics. Certaines familles ont été contraintes de verser d'énormes sommes d'argent dans l'espoir d'obtenir des informations, souvent en vain. Des décès continuent de survenir dans les centres de détention, dont beaucoup seraient dus à la torture, à la négligence ou aux conditions inhumaines qui y règnent. La tragédie que vivent les familles des détenus est aggravée par la difficulté d'obtenir des certificats de décès ou la remise des dépouilles mortelles. Même si elles obtiennent les certificats, les causes réelles du décès restent cachées.

Les femmes, en plus d'être des victimes directes, sont également touchées lorsque leurs maris ou des parents de sexe masculin disparaissent. Les femmes syriennes risquent de perdre leurs droits juridiques, notamment leur droit au logement, leurs droits fonciers et leur droit de propriété. C'est le cas lorsqu'elles sont incapables d'expliquer où se trouve leur mari ou un parent de sexe masculin et qu'elles ne disposent pas de papiers d'identité ni d'un certificat de décès. Dans ces circonstances, de nombreuses femmes doivent subvenir aux besoins de toute leur famille, ce qui est un lourd fardeau. Pour les réfugiées et les déplacées, ces défis sont multipliés.

Au paragraphe 12 de son rapport, intitulé *Detention in the Syrian Arab Republic : A Way Forward*, la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne a expliqué comment le Gouvernement syrien, depuis 2011,

« commet les crimes d'extermination, de meurtre, de viol ou d'autres formes de violence sexuelle, de torture et d'emprisonnement dans le contexte de la détention généralisée et systématique de dissidents, ainsi que des personnes qu'il soupçonne de sympathiser avec les groupes armés ».

La preuve la plus évidente de la torture et des mauvais traitements infligés aux détenus dans les centres de détention gouvernementaux, ce sont peut-être les plus de 50 000 photos qu'un transfuge militaire a fait

sortir clandestinement de Syrie et a rendues publiques en 2014. Ces photos montrent près de 7 000 cadavres portant des marques de torture. Après la reprise par le Gouvernement du contrôle de certaines zones précédemment tenues par des groupes armés, l'ONU a continué de recevoir des informations faisant état de civils détenus arbitrairement ou disparus, y compris dans des zones couvertes par de prétendus accords de réconciliation. Des organisations de défense des droits de l'homme ont signalé des cas de détention et de disparition forcée de réfugiés qui retournent en Syrie ou de déplacés qui retournent dans leur lieu d'origine. Les enquêtes menées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés indiquent que la crainte de la détention est l'un des facteurs qui empêchent les réfugiés de rentrer chez eux.

Ces exactions ne sont pas commises seulement par les forces gouvernementales. Selon la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, l'État islamique d'Iraq et du Levant et Hay'at Tahrir el-Cham, l'un et l'autre désignés par le Conseil comme des organisations terroristes, ont commis des exactions atroces. Les groupes armés affiliés à l'opposition ont également commis de graves exactions. Ils auraient ouvert des lieux de détention de fortune dans différentes zones sous leur contrôle, dans lesquels des soldats gouvernementaux, des collaborateurs présumés du Gouvernement ou des membres de groupes armés adverses qu'ils avaient capturés étaient détenus et parfois exécutés. Selon des informations émanant d'organisations de défense des droits de l'homme, les factions d'opposition armées qui contrôlent actuellement Afrin se seraient rendues coupables de détentions arbitraires, d'actes de torture et d'enlèvements de civils. Les Forces démocratiques syriennes ont également procédé à des détentions arbitraires, notamment à l'arrestation d'hommes qui tentaient d'échapper à la conscription forcée.

Le Gouvernement syrien affirme que le nombre de personnes détenues par des groupes armés est estimé à 16 000. Cependant, sans accès à tous les centres de détention en Syrie, l'ONU n'est pas en mesure de vérifier l'exactitude de cette information. La justice et la responsabilisation pour ces exactions doivent être assurées, quels qu'en soient les auteurs. L'ONU est également préoccupée par le fait que des milliers de ressortissants étrangers – de nombreuses femmes et de nombreux enfants qui font partie de la famille de membres présumés de l'EIL – sont actuellement détenus au camp de Hol. Nous appelons les États Membres à

veiller à ce que leurs ressortissants soient rapatriés aux fins de poursuites, de réadaptation et/ou de réinsertion, le cas échéant, et conformément au droit international et aux normes internationales.

L'Envoyé spécial Pedersen a donné priorité au cas des personnes détenues, des personnes enlevées et des personnes disparues. Une action concrète sur ce dossier renforcerait la confiance et ferait avancer le processus politique. L'Envoyé spécial continue de tenter d'avancer sur cette question au sein du groupe de travail, dont l'ONU est membre, avec la République islamique d'Iran, la Fédération de Russie et la République de Turquie. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a le statut d'observateur. Depuis sa création en décembre 2017, le groupe de travail a facilité quatre opérations d'échange, dont une la semaine dernière. Les libérations de détenus qui ont eu lieu jusqu'à présent, bien qu'elles soient bienvenues, sont insuffisantes, loin d'être à la mesure de l'ampleur du problème. Seulement 109 personnes ont été libérées jusqu'à présent.

Nous insistons sur la nécessité pour les parties d'aller au-delà des échanges « un contre un ». Toutes les parties doivent procéder à des libérations unilatérales, dans le véritable esprit de la résolution 2254 (2015). En outre, le groupe de travail doit se réunir régulièrement et plus fréquemment. J'invite instamment le groupe de travail à adopter également les procédures relatives aux personnes disparues qui ont été soumises par l'ONU, et je réitère l'invitation de l'ONU d'accueillir la prochaine réunion du groupe de travail à Genève.

Dans ses résolutions 2139 (2014), 2254 (2015) et 2165 (2014), le Conseil a demandé la libération des personnes détenues arbitrairement, en particulier les femmes et les enfants. Ces appels doivent être entendus, en particulier par les acteurs qui ont une influence sur les parties syriennes. L'ONU est prête à fournir tout l'appui nécessaire à cet égard. Les parties doivent s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international, à savoir libérer unilatéralement toutes les personnes détenues arbitrairement ou enlevées, et de toute urgence les femmes, les enfants, les malades et les personnes âgées. Elles doivent recueillir, protéger et gérer toutes les données et toutes les pièces relatives aux personnes détenues, enlevées et disparues, et établir un mécanisme avec le CICR pour gérer ces informations en coordination avec le Bureau de l'Envoyé spécial. En outre, elles doivent fournir des informations aux familles, identifier les morts et, dans la mesure du possible, restituer les dépouilles à leurs

proches. Enfin, elles doivent fournir, sans délai et par les voies appropriées, une liste de tous les lieux où des personnes sont détenues et faire en sorte qu'une tierce partie neutre y ait immédiatement accès.

Établir les responsabilités pour les violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme est essentiel pour instaurer et maintenir une paix durable en Syrie. À cet égard, toutes les parties au conflit doivent coopérer pleinement avec le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables et avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne.

Enfin, je réitère l'appel lancé par le Secrétaire général pour que la situation en Syrie soit renvoyée devant la Cour pénale internationale.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à la docteur Hala.

La docteur Hala (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de nous avoir invitées, ma collègue M^{me} Amina Khouliani et moi-même, à prendre la parole ici aujourd'hui.

Je m'appelle Hala. Je suis médecin et cofondatrice du mouvement Families for Freedom (Les familles pour la liberté), qui milite en faveur de la liberté et de la justice pour les détenus syriens. J'ai quitté la Syrie à la fin de l'année 2011 après la mise en détention de mon mari. Il a depuis été libéré, mais mon frère et mon beau-père, ainsi que sept de mes cousins, ont été arrêtés en 2013 et sont toujours portés disparus. Beaucoup de mes collègues médecins ont eux aussi été arrêtés par le Gouvernement syrien pour avoir aidé des manifestants blessés. Certains d'entre eux ont été tués sous la torture pendant leur détention. C'est en leur mémoire, ainsi qu'en la mémoire des centaines de milliers de Syriens disparus et assassinés, que je m'adresse aujourd'hui au Conseil de sécurité.

C'est, certes, un honneur pour moi que de prendre la parole ici au Conseil, mais je ne peux que ressentir une profonde frustration devant l'inaction de ses membres s'agissant de mettre fin aux souffrances des détenus syriens et de leurs familles. Le conflit syrien en est à sa huitième année et au moins 100 000 personnes

sont toujours portées disparues, dont beaucoup sont victimes d'abus, de privations et de torture. Les familles syriennes, la mienne y compris, veulent savoir ce qui est arrivé à leurs proches, et elles veulent que les responsables de nos souffrances aient à en répondre.

Les souffrances endurées par les détenus syriens ont été amplement consignées par mes collègues des organisations des droits de l'homme, syriennes comme internationales. J'ai moi-même rencontré depuis 2011 des dizaines de personnes ayant survécu à la détention et à la torture, et j'ai recueilli leurs histoires, tout leur fournissant des soins psychologiques. Les détenus en Syrie sont victimes de violences physiques et sexuelles, de torture et d'affaiblissement, et vivent dans des conditions extrêmement difficiles. Ils sont tassés dans d'obscures et minuscules cellules, et certains sont contraints de vivre pendant des mois en isolement dans des cellules de la taille d'un cercueil. Parfois, les détenus sont laissés pendant des jours dans des cellules en compagnie de cadavres, et ils développent de ce fait de graves problèmes psychologiques et physiques. Les femmes détenues subissent la violence sexuelle et fondée sur le genre à un taux élevé.

Mon mari me parle souvent de sa propre expérience, qui l'a profondément traumatisé. On le passait régulièrement à tabac. Sa cellule était si minuscule qu'il ne pouvait même pas s'asseoir. Elle était très froide et humide. Lui et ses camarades n'étaient autorisés à aller aux toilettes qu'une seule fois par jour.

En tant que familles dont des proches ont été victimes de disparitions forcées, nous vivons constamment dans l'incertitude, car nous ne savons pas où ils se trouvent ni ce qui leur est arrivé. Les mères de mon pays se rendent chaque jour, à leurs risques et périls, aux tribunaux et aux centres de détention, où elles attendent pendant des heures une réponse. Elles retournent chez elles brisées et sans avoir rien appris, et pourtant elles refont le voyage maintes fois et maintes fois encore. Les familles veulent voir des tombes pour pouvoir faire le deuil de leurs êtres chers. Même ce simple droit est quelque chose qu'il nous faut quémander aujourd'hui.

En tant que familles, nous avons assez souffert, et je suis venue ici aujourd'hui supplier le Conseil d'agir. Le Conseil doit adopter une résolution pour presser le Gouvernement syrien et toutes les parties belligérantes de publier immédiatement la liste de tous les détenus avec leurs noms, leurs lieux de détention et leur sort, et de mettre fin immédiatement à la torture et aux mauvais

traitements. En cas de décès d'un détenu, produire un certificat de décès ne suffit pas; un rapport indiquant les causes réelles du décès et le lieu où la personne a été enterrée doit être présenté aux familles.

Les organisations humanitaires internationales et la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne doivent être autorisées à accéder sans conditions aux lieux de détention. Les organisations médicales doivent être autorisées à examiner l'état de santé des détenus et à fournir des services médicaux à ceux qui en ont besoin. Les détenus doivent être autorisés à avoir des contacts réguliers avec leurs familles. La résolution doit exiger la libération immédiate et unilatérale des personnes qui sont arbitrairement détenues. Un calendrier doit être établi pour l'identification et la libération de tous les détenus dans le cadre de tout processus de paix, supervisé par un organe international indépendant. Nous n'acceptons pas d'échanges de prisonniers arrangés entre les parties militaires en lieu et place d'une véritable solution à la crise des détentions en Syrie. Les tribunaux spéciaux, notamment d'exception, de guerre et antiterroristes, doivent être abolis, et des procès réguliers doivent être garantis sous la supervision de l'ONU.

On ne peut construire une Syrie nouvelle et pacifique alors que des gens sont torturés et exécutés. Nous ne pouvons passer à autre chose sans avoir reçu de réponses au sujet de nos proches. Si le Conseil ne met pas cela en œuvre, alors il aura encore une fois déçu le peuple syrien, et nous le tiendrons pour responsable.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie la docteur Hala de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Khouhani.

M^{me} Khouhani (*parle en arabe*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de m'avoir invitée à prendre la parole au Conseil aujourd'hui. Je m'appelle Amina Khouhani, et je vais vous raconter aujourd'hui mon histoire, qui est aussi celle de centaines de milliers de familles syriennes qui ont connu, comme moi, la douleur de voir un être proche enlevé et mis au secret dans un cachot souterrain..

Il y a huit ans, mes trois frères ont été incarcérés par le régime syrien. Leur seul crime, c'est d'avoir manifesté pacifiquement pour revendiquer une Syrie libre et démocratique, comme en rêvent des milliers de Syriens. Nous avons attendu et espéré pendant des années la libération de mes frères et leur retour parmi nous pour recommencer à vivre en toute quiétude. Mais

ce jour-là n'est jamais venu. Lorsque le déserteur de l'armée, César, a commencé à poster sur Internet des photos de détenus torturés et tués, la première que j'ai vue était celle du corps sans vie de mon frère Mohamed. Mohamed n'était pas qu'un frère pour moi; il était aussi mon meilleur ami et la personne la plus proche de mon cœur. Mohamed était marié, et sa femme était enceinte lorsqu'il a été incarcéré. Il ne verra jamais son fils, et celui-ci ne verra jamais son père.

En juillet 2018, le régime syrien a commencé à produire des certificats de décès de détenus morts dans ses prisons. Quatre ans après le décès de Mohamed, nous avons appris que mes deux autres frères, Majd et Abdelsattar, avaient eux aussi été tués en détention. En fait, je ne trouve pas les mots pour décrire ce que j'avais alors ressenti. On m'avait encore une fois dépouillé de l'espoir que je nourrissais de les voir revenir, et je ne pouvais m'arrêter de penser à ce qu'ils ont dû subir avant de quitter ce monde. Ils ont été tous les deux condamnés à mort le même jour, à la même minute : le 15 Janvier 2013, tel qu'indiqué dans le document que le régime nous avait remis.

J'ai été moi aussi détenue pendant six mois par les services de renseignement de l'armée de l'air syrienne. Mon mari a été aussi détenu pendant deux ans et demi. Nous avons eu la chance d'en ressortir vivants. Mais nombreux sont ceux qui n'ont pas été aussi chanceux que nous.

Je suis aujourd'hui l'une des fondatrices de Families for Freedom, une association créée en 2017 par des familles de proches détenus et victimes de disparitions forcées. Nous sommes un groupe de femmes d'horizons divers mais unies dans le cadre d'une seule mission : exiger que cesse le crime de détention arbitraire et de disparition forcée, exiger que les victimes de disparitions forcées soient libérés et que justice leur soit rendue ainsi qu'à leurs familles; et faire en sorte que les responsables de leurs souffrances aient à en répondre.

Au moment même où je m'adresse au Conseil, il y aurait environ 100 000 hommes, femmes et enfants syriens victimes de disparitions forcées, voire davantage. La plupart sont détenus par le régime syrien, mais certains groupes de l'opposition armée et groupes extrémistes, comme Daech, sont aussi responsables de détentions et de disparitions forcées. Ces détenus sont peut-être en ce moment même en train de souffrir de maladie et de blessures ou d'agoniser. Beaucoup d'entre eux sont quotidiennement torturés de façon barbare. D'autres ont été condamnés à mort. Et il est peu probable

qu'ils l'aient été dans le cadre d'un procès régulier. Le Conseil peut les sauver aujourd'hui s'il décide d'agir.

Les cas de détention et de mort sous la torture en Syrie augmentent au moment même où je m'adresse au Conseil. Ces pratiques n'ont jamais cessé. Je sais que je n'apprends rien de nouveau aux membres du Conseil qui, j'en suis certaine, ont vu les photos postées par César et lu les rapports publiés par des organisations syriennes et internationales sur le drame des personnes victimes de disparitions forcées ou cruellement torturées en Syrie. Mais malgré tous les efforts déployés, les disparitions forcées et les détentions se poursuivent à ce jour, y compris de personnes ayant tenté de retourner en Syrie.

Le Conseil de sécurité n'a pas du tout assumé sa responsabilité à l'égard des détenus syriens et de leurs familles alors que c'est à lui qu'il incombe de protéger les Syriens contre un régime qui tue, torture et détient arbitrairement ses citoyens en violation flagrante et systématique du droit international, comme l'ont conclu la Commission d'enquête internationale indépendante et d'autres commissions pertinentes. Le Conseil a permis aux vetos et aux excuses de faire obstacle aux décisions justes qui s'imposaient. Il lui incombe de trouver le moyen de mettre fin à l'impunité et de faire cesser ces horreurs.

C'est pourquoi aujourd'hui, je demande aux membres du Conseil, au nom des familles syriennes qui ont perdu des êtres chers, de faire de la question des détentions et des disparitions forcées en Syrie une priorité, d'adopter une nouvelle résolution pour faire pression non seulement sur le régime syrien mais aussi sur les groupes d'opposition armés, afin qu'ils fassent la lumière sur le nom et le lieu de détention de tous ceux qui sont détenus et qu'ils permettent aux organisations humanitaires de se rendre dans les centres de détention, en particulier dans la prison militaire de Sednaya. Nous l'appelons en outre à exhorter la Coalition internationale contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et les Forces démocratiques syriennes à révéler le sort des personnes qui ont disparu aux mains de l'EIL et à donner des réponses à leurs proches, afin que ceux d'entre nous dont les proches ont été exécutés ou torturés à mort puissent connaître le lieu de leur sépulture et les pleurer correctement.

Les crimes de détention arbitraire et de disparition forcée affligent mon pays depuis des décennies et sont devenus épidémiques ces huit dernières années. Ces actes monstrueux ont une incidence sur la vie de millions de personnes, les brisant à jamais. La vérité, la fin des

détentions arbitraires et des disparitions forcées et la libération des milliers de civils arbitrairement détenus et spoliés de leur liberté sont la première étape vers une paix et une justice durables.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Khouli de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Cohen (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé. Je souhaite une chaleureuse bienvenue à la docteur Hala et à M^{me} Amina Khouli. Nous les remercions de nous avoir raconté leur histoire et nous saluons le courage extraordinaire dont elles ont fait preuve en dénonçant les exactions qu'elles, leurs familles et leurs concitoyens syriens endurent aux mains de Bashar Al-Assad et des responsables de l'armée et du renseignement syriens.

La question des détenus et des disparus en Syrie est l'une des plus grandes tragédies du conflit syrien. En 2011, lorsque des manifestants pacifiques sont descendus dans les rues de Damas pour demander de modestes réformes politiques et de plus grandes libertés sociales, les Syriens ont également voulu mettre fin à la peur de la torture et des arrestations arbitraires par les services secrets syriens. Il est difficile de trouver des Syriens qui n'ont pas été touchés par cette pratique systématique. En août 2013, un transfuge militaire, connu sous le nom de code de César, a fait sortir clandestinement de Syrie plus de 53 000 photographies de plus de 6 700 victimes de la torture mortes dans les geôles du régime syrien. Ces clichés, dont la véracité a été attestée de manière indépendante, constituent des preuves accablantes de la torture systématique pratiquée dans les prisons d'Assad.

Les civils syriens nous ont répété à maintes reprises que le sort de ceux qui ont disparu aux mains d'Assad est au premier plan de leurs préoccupations lorsqu'ils envisagent le retour en Syrie de ceux qui ont fui le pays, ou qu'ils se penchent sur les perspectives d'une solution politique. Les Syriens méritent de savoir ce qui est vraiment arrivé aux membres de leurs familles, que justice leur soit rendue pour ce qu'ils ont enduré et d'obtenir l'assurance qu'eux-mêmes et les futures générations de Syriens pourront vivre sans craindre d'être détenus arbitrairement, d'être torturés ou de disparaître aux mains de leur propre gouvernement. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé que la présente séance se tienne aujourd'hui.

C'est un impératif à la fois humanitaire et politique que d'améliorer la transparence des prisons du régime et l'accès à ces prisons, et d'obtenir la libération des civils syriens détenus arbitrairement par le régime. La question des détenus est cruciale. La résolution 2254 (2015) demande de libérer toute personne détenue arbitrairement, en particulier les femmes et les enfants. Il ne pourra y avoir ni solution politique ni stabilité en Syrie sans l'arrêt de ces pratiques odieuses, et sans garantie que les membres haut-placés du régime qui en sont responsables auront à répondre de leurs actes.

Outre les témoignages émouvants de nos intervenants et des milliers d'autres Syriens qui ont courageusement dénoncé le régime, outre les photos qui ont été évoquées, certaines informations ayant fait l'objet de recherches minutieuses illustrent l'ampleur et la gravité des crimes commis contre des civils innocents dans les prisons du régime. Les efforts déployés par le régime d'Assad pour museler les dissidents et effacer les traces de ses propres crimes ont échoué, grâce aux actes et à la bravoure de Syriens tels que César, la docteur Hala ou M^{me} Amina Khouliani.

Des groupes de documentation syriens estiment que, depuis 2011, 215 000 personnes, dont 35 000 prisonniers d'opinion, ont été détenues, dont l'immense majorité aux mains du régime, et que 14 000 personnes, parmi lesquelles 177 enfants, sont mortes des suites d'actes de torture. Près de 128 000 personnes sont actuellement détenues par le régime syrien, au rang desquelles figurent des médecins, des travailleurs humanitaires, des défenseurs des droits de la personne, des journalistes et autres, y compris des femmes et des enfants. Ces chiffres ont été largement documentés par la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, ainsi que par d'autres organisations réputées.

Nous avons tous vu les rapports faisant état de centres de détention spécifiques, dont les bâtiments des sections 215, 227, 235 et 251 du Bureau du renseignement militaire; la section du Service de renseignement des forces aériennes de l'aéroport militaire de Mazzé et la prison de Sednaya; ainsi que des noms de certains hauts responsables du régime à l'origine de meurtres, viols, actes de torture et autres mauvais traitements dans ces centres. Nous ne pourrions parvenir à la solution politique évoquée dans la résolution 2254 (2015) que lorsque ces pratiques auront pris fin.

Aujourd'hui, les États-Unis demandent donc la libération unilatérale immédiate des civils, notamment

des femmes, enfants et personnes âgées, qui sont détenus dans les prisons du régime d'Assad, afin d'ouvrir la voie à l'application de la résolution 2254 (2015). Il s'agit là d'une mesure de confiance réalisable qui irait dans le sens des efforts que déploie l'Envoyé spécial Pedersen pour relancer le processus politique, et qui donnerait le coup d'envoi d'une collaboration entre le régime d'Assad et l'opposition syrienne.

Dans le cadre de cet effort, nous exhortons également le régime d'Assad à accorder à l'ONU et à d'autres entités internationales impartiales et indépendantes un accès immédiat aux centres de détention syriens, en particulier à ceux où de nombreuses informations crédibles faisant état de torture et de violations ont été étayées, notamment par la Commission d'enquête internationale indépendante. L'accès de l'ONU à ces installations est impératif pour veiller à ce que les conditions dans les sites de détention du régime respectent les normes juridiques internationales en la matière.

La seule chose que nous demandons au régime d'Assad, c'est de respecter ses propres lois et de s'acquitter de ses obligations au titre du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, afin d'accélérer la libération des personnes détenues arbitrairement ou illégalement, notamment celles qui sont détenues du fait de leurs convictions politiques. La Constitution syrienne interdit la détention arbitraire, interdit l'emploi de la torture et de l'humiliation, fait obligation à l'État d'informer les personnes incarcérées des motifs de leur arrestation et leur garantit l'accès à un conseiller juridique, un procès équitable et une procédure régulière.

Les États-Unis apprécient que l'Envoyé spécial Pedersen continue de s'efforcer de faire avancer le dossier des détenus. La diplomatie officielle n'ayant pas donné de résultats concrets à ce jour, il est temps à présent de réunir tous les travaux sur le dossier des détenus et des personnes disparues dans les bureaux de l'Envoyé spécial à Genève, et de faire régulièrement le point des progrès accomplis sur cet aspect de la résolution 2254 (2015) durant les séances mensuelles du Conseil sur la Syrie.

Malheureusement, les efforts déployés pour négocier la libération des détenus sous les auspices des garants du processus d'Astana ont privilégié des échanges de prisonniers, à raison d'un pour un, entre le régime et les forces d'opposition armées syriennes, ce qui, pour l'essentiel, néglige le sort des milliers de civils syriens formant la vaste majorité des personnes détenues par

le régime. En outre, même ces efforts sont compromis puisque, au cours de l'année écoulée, le régime a appréhendé des centaines d'anciens combattants qui avaient signé de prétendus accords de réconciliation facilités par la Fédération de Russie. Nous demandons à nos partenaires russes, au nom des garants d'Astana, de consolider les efforts du groupe de travail du processus, sous la direction de l'Envoyé spécial Pedersen, et de renouveler leur engagement à négocier la libération des victimes, en insistant pour que le régime abandonne ses pratiques de détention et en appuyant avec force les mécanismes d'établissement de la vérité et des responsabilités.

Il est indispensable de progresser sur le dossier des détenus syriens si nous voulons qu'une quelconque solution politique aboutisse, conformément à la résolution 2254 (2015). À titre de signe de bonne volonté pour relancer le processus politique, nous exhortons vivement le régime d'Assad et ses partisans à prendre les mesures concrètes que je viens de décrire pour régler cette question. Les États-Unis assurent de leur soutien, dans leur quête de justice, Amina Khoulanî, la docteur Hala et les centaines de milliers de Syriens touchés par les pratiques de détention arbitraire, de torture, de disparition forcée et d'assassinat du régime d'Assad, et ne ménageront aucun effort pour mettre un coup d'arrêt aux tortures du régime. Le peuple syrien mérite qu'il soit mis fin à ses souffrances, d'avoir accès à la justice et d'avoir la possibilité de vivre dans la paix.

M^{me} Gueguen (France) : Le recours par le régime syrien à la torture, aux arrestations et détentions arbitraires et aux disparitions forcées date de bien avant le soulèvement de 2011. Ces abus ont toujours été une marque distinctive du pouvoir syrien, et dans une dynamique d'élimination de toute forme d'opposition quelle qu'elle soit, ces pratiques ont atteint une ampleur inédite au cours des huit ans de conflit, les forces de sécurité y ayant recours de manière généralisée et systématique. Les témoignages que nous avons entendus aujourd'hui l'illustrent de manière poignante. Les victimes sont des opposants politiques, des militants pacifiques, des intellectuels, des artistes et des Syriens et Syriennes ordinaires, victimes de méthodes sans merci. Le règlement de la question des détenus et des personnes disparues est indissociable de la recherche d'une solution politique pour la crise syrienne qui, en son fondement, est une crise liée à la violation massive des droits de la personne. C'est pourquoi il est essentiel que le Conseil de sécurité reste saisi de cette question. Je voudrais souligner à cet égard trois impératifs.

Le premier impératif est celui de la vérité. Toute la lumière doit être faite sur les violations massives des droits de l'homme commises en Syrie, quels que soient leurs auteurs. La France salue à cet égard la contribution inestimable de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, dont les rapports impartiaux et indépendants permettent de refléter la réalité de la tragédie syrienne. Nous saluons en particulier le rapport spécifique publié sur les détentions et présenté au Conseil de sécurité, réuni selon la formule Arria au mois de novembre dernier. Le Conseil de sécurité doit continuer à recevoir des briefings réguliers sur cette question. C'était le sens du communiqué conjoint émis par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis à l'occasion de l'événement organisé lors de la semaine de haut niveau, en septembre dernier, en présence de Families for Freedom et d'autres organisations non gouvernementales (ONG) syriennes.

Le deuxième impératif est celui de la justice. Les crimes commis par le régime ne doivent pas rester impunis. Les preuves de ces crimes ne disparaîtront pas : le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, créé par l'Assemblée générale, y veille. Il est essentiel que tous les États Membres, les ONG et les organisations internationales coopèrent avec ce mécanisme. Ces preuves ont vocation à être utilisées devant des juridictions nationales ou internationales compétentes pour que la justice soit rendue aux victimes, notamment aux victimes de détention arbitraire, de disparition forcée et de torture. Grâce au dossier « César », remis à la justice française, réunissant les photos de milliers de cadavres de ces détenus affamés et torturés, des mandats d'arrêts internationaux ont été émis par un juge d'instruction français à l'encontre de trois hauts responsables de l'appareil répressif syrien soupçonnés de torture, de disparitions forcées et de crimes contre l'humanité.

C'est un premier pas essentiel pour la lutte contre l'impunité. Je rappelle à cet égard l'importance de ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées pour lutter contre l'impunité de ce crime. Il est important également de redire ici que les certificats de décès émis par le régime de Damas ne lui permettront pas de se dérober à l'obligation de justice. Ils ne sont pas non plus la réponse digne que les familles et les proches des

victimes attendent pour observer leur deuil et pour que soit respecté leur droit à la vérité.

Le troisième impératif est celui de la sûreté des personnes. Il n'y aura pas de normalisation de la situation en Syrie sans création sur le terrain d'un environnement sûr pour les populations civiles. C'est la condition de la crédibilité de tout règlement politique en Syrie, et c'est ce qu'attendent les Syriens, notamment les réfugiés et les déplacés. Nous le rappelons, l'usage systématique de ces pratiques par le régime est à l'origine du départ de Syrie de milliers de personnes, et les empêche encore d'envisager un retour. Créer un environnement sûr et neutre, cela signifie d'abord un changement de comportement du régime. Cela passe par la cessation de ces pratiques et par l'accès d'acteurs neutres à tous les lieux de détention, sans délai et sans entrave. Les résolutions du Conseil de sécurité depuis 2011 le demandent expressément.

Face à l'ampleur de ces détentions arbitraires et disparitions forcées, il est évident que tout progrès sur cette question doit d'abord passer par de nombreuses libérations sans condition pour toutes les personnes détenues pour des motifs politiques. La France appelle les alliés du régime syrien à faire pression sur lui en ce sens. C'est une simple mesure de confiance que l'Envoyé spécial a mis en avant avec raison. C'est dans le cadre de sa médiation que cette question doit être traitée, à travers des discussions dirigées par l'ONU à Genève, traitant l'ensemble du problème, et non seulement certaines catégories de détenus ou des échanges d'un nombre limité de prisonniers.

Il y a au cœur de la tragédie syrienne une cruauté sans nom. Rendre leur liberté aux milliers de prisonniers arbitrairement détenus, recréer les conditions d'une vie sûre et digne en Syrie pour tous est non seulement une obligation morale, mais aussi une nécessité politique. Nous le savons tous, il n'y aura pas de paix durable et inclusive en Syrie sans une solution politique crédible, dans la ligne de la résolution 2254 (2015), et sans rendre justice.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son exposé, ainsi que M^{me} Amina Khouliani et la docteur Hala de leurs témoignages émouvants. Les pertes et les épreuves qu'elles et leurs familles ont endurées illustrent la souffrance vécue par des milliers d'autres familles syriennes qui ont perdu des êtres chers dans les prisons

syriennes ou qui ignorent aujourd'hui encore ce qu'il est advenu de leurs proches et où ils se trouvent.

Nous nous félicitons que l'Envoyé spécial Pedersen ait fait des mesures concrètes sur la question des détenus, des victimes d'enlèvement et des personnes disparues une de ses cinq priorités. Nous appuyons ses efforts et son action auprès des parties syriennes et de tous les États concernés. Nous espérons que ses efforts aboutiront bientôt à des progrès réels et tangibles sur cette question. Nous sommes d'accord avec lui sur le fait que des progrès sur cette question constitueraient une mesure de confiance importante, et la résolution 2254 (2015) est très claire à ce sujet. Elle demande à toutes les parties de libérer immédiatement toute personne détenue arbitrairement, en particulier les femmes et les enfants.

Toutefois, la séance d'aujourd'hui consacrée à la question des détenus et des personnes disparues en Syrie nous rappelle que, huit ans après le début du conflit et cinq ans après la publication des photos du dossier « César », la situation dans les prisons syriennes demeure intolérable. Par exemple, selon le Réseau syrien des droits de l'homme, au moins 140 000 personnes sont toujours détenues ou se trouvent aux mains des principales parties au conflit en Syrie. Il convient de noter que près de 90 % de ces cas seraient imputables aux forces du régime syrien. Plus de 14 000 personnes seraient mortes des suites d'actes de torture. Et cette pratique sordide se poursuit. Selon les estimations du Réseau syrien des droits de l'homme, rien que cette année, quelque 1 700 personnes ont été arrêtées de manière arbitraire et plus de 140 sont mortes sous la torture dans les prisons du régime syrien. La Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne a qualifié ce schéma récurrent d'arrestations massives et de disparitions forcées suivi par le régime syrien d'attaque généralisée ou systématique contre la population civile.

Le régime syrien continue de détenir arbitrairement des milliers de Syriens innocents uniquement parce qu'ils osent user de leur liberté d'expression. Il a torturé à mort des milliers de Syriens innocents simplement parce qu'ils avaient osé réclamer des réformes politiques et la liberté en Syrie. Je parle ici de personnes ordinaires et de citoyens engagés. Les qualifier de terroristes afin de trouver un prétexte pour les arrêter et les torturer est scandaleux et on ne peut plus cynique.

Les crimes commis contre les détenus dans les prisons du régime syrien sont amplement avérés. La

Commission d'enquête internationale indépendante a qualifié à juste titre ces crimes de crimes de guerre. Les arrestations arbitraires, la torture, les violences sexuelles, les disparitions forcées et les exécutions dans les prisons syriennes doivent cesser immédiatement. Nous nous félicitons, certes, des quatre échanges de prisonniers facilités par le groupe de travail d'Astana sur les détentions et les enlèvements dans le conflit syrien, mais ces échanges réciproques sont manifestement insuffisants, compte tenu du nombre élevé de Syriens présumés détenus ou disparus. Étant donné que la majorité d'entre eux sont détenus par le régime syrien, l'insistance du régime pour que les échanges soient réciproques est inacceptable.

Le régime syrien doit libérer sur-le-champ l'ensemble des prisonniers politiques et des personnes détenues de manière arbitraire. Il doit convenir d'un calendrier pour identifier et libérer toutes les personnes détenues. Il est essentiel que le régime syrien publie une liste exhaustive des noms de tous les détenus et qu'il informe les familles des dizaines de milliers de personnes disparues du sort de leurs proches.

Comme nous l'avons entendu dans l'exposé de ce matin, le régime a publié de manière simultanée des milliers d'avis de décès de détenus et de personnes disparues, indiquant un arrêt cardiaque ou un accident vasculaire cérébral comme cause de la mort. Souvent, plusieurs personnes détenues dans le même établissement sont décédées le même jour, ce qui rend probables des exécutions sommaires. Il faut poursuivre les enquêtes.

Le régime syrien doit également indiquer aux familles l'emplacement des sites où sont enterrés tous les détenus, ainsi que les personnes enlevées et disparues qui sont décédées. En ne laissant même pas les familles faire leur deuil et en leur permettant pas de savoir ce qu'il est advenu de leurs proches, le régime ne fait qu'aggraver les crimes commis dans ses prisons.

Les atrocités et les crimes commis par toutes les parties durant le conflit syrien, notamment les terribles histoires de meurtre, de torture et de violence sexuelle dans les prisons syriennes, doivent faire l'objet d'enquêtes et les responsables doivent être traduits en justice.

La réconciliation nationale et une paix durable en Syrie ne seront possibles que si les responsabilités sont établies. Le Mécanisme international, impartial et indépendant est devenu un puits d'informations et de preuves concernant les crimes commis en Syrie. Il a

donc un rôle crucial à jouer dans les poursuites contre les auteurs des crimes commis dans le contexte du conflit syrien. Nous continuerons d'appuyer les travaux du Mécanisme international, impartial et indépendant et de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et d'œuvrer à l'établissement des responsabilités afin d'obtenir justice pour les victimes et de favoriser la réconciliation nationale et l'instauration d'une paix durable.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je tiens en premier lieu à remercier M^{me} Rosemary DiCarlo de son exposé important. Je remercie également la docteur Hala et M^{me} Amina Khouli de leur participation et de leurs témoignages émouvants, qui font la lumière sur l'ampleur de la souffrance et de la douleur de milliers de familles syriennes qui ne savent pas ce qu'il est advenu de leurs proches, qu'ils aient été détenus ou enlevés ou qu'ils aient disparu.

Le conflit syrien est entré dans sa neuvième année, et des questions ont fait surface concernant le sort des détenus et des personnes portées disparues. Selon la Commission d'enquête internationale indépendante, on ignore toujours ce qu'il est advenu de milliers de détenus et de personnes portées disparues en Syrie. Compte tenu de l'impact à long terme de cette question humanitaire, l'État du Koweït s'est associé à d'autres pays pour demander la convocation de la présente séance.

Il convient de rappeler que cette question est avant tout une question humanitaire et que la libération des détenus est demandée dans un certain nombre de résolutions du Conseil de sécurité sur la Syrie, en particulier les résolutions 2254 (2015), 2401 (2018) et 2449 (2018). Des progrès à cet égard permettraient de faire avancer le processus politique et constitueraient une des nombreuses mesures de confiance entre les parties.

À cet égard, nous réitérons notre appui à l'Envoyé spécial, M. Pedersen, et nous prenons acte des efforts déployés dans le cadre du processus d'Astana. Nous saluons tout accord issu de ce mécanisme en ce qui concerne l'échange de prisonniers, et nous demandons que l'on redouble d'efforts afin d'accélérer la libération de prisonniers.

Nous commémorons cette année le soixante-dixième anniversaire des quatre Conventions de Genève de 1949 et de leurs protocoles additionnels, ainsi que le vingtième anniversaire de l'adoption de la première résolution du Conseil de sécurité sur la protection des civils en temps de conflit armé - la résolution

1265 (1999). Nos paroles et nos actes doivent être conformes aux principes et aux normes énoncés dans les résolutions portant sur la question des détenus, des personnes portées disparues et des prisonniers de guerre. En tant que Conseil, nos exigences doivent donc être conformes à ces résolutions et nous devons replacer la question dans son contexte humanitaire avec clarté et transparence. Nous tenons à souligner les exigences suivantes.

Premièrement, nous appelons les autorités syriennes et toutes les parties au conflit à mettre fin immédiatement à toutes les pratiques inhumaines dans les prisons et les centres de détention, car celles-ci constituent des violations du droit international et du droit international humanitaire, comme l'ont réaffirmé un certain nombre de rapports publiés par des parties internationales indépendantes.

Deuxièmement, nous appelons à la libération des femmes, des enfants, des personnes âgées, des malades et des personnes handicapées.

Troisièmement, nous demandons que les familles puissent se renseigner sur le sort de leurs proches et le lieu où ils se trouvent, et qu'elles soient autorisées à leur rendre visite, en coopération avec toutes les parties concernées, notamment le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Quatrièmement, nous demandons que des soins de santé, des vivres, de l'eau et toutes les fournitures de base soient fournis aux détenus.

Cinquièmement, nous exhortons les parties au conflit en Syrie à prendre toutes les mesures nécessaires pour localiser les personnes portées disparues, sans discrimination, tout en mettant en place les moyens nécessaires pour communiquer avec leurs familles.

Sixièmement, nous appelons toutes les parties au conflit, en particulier les autorités syriennes, à communiquer le nombre de morts et à les identifier, à localiser leurs lieux de sépulture et à restituer leurs dépouilles, dans la mesure du possible, à leurs familles, conformément à leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

Les responsables de ces crimes odieux, qui sont contraires au droit international, doivent être amenés à rendre des comptes. Nous soulignons la nécessité de lutter contre l'impunité pour les crimes les plus odieux commis depuis le début de la crise syrienne en 2011.

Nous soulignons une fois de plus qu'une paix globale et durable ne peut être instaurée en Syrie en l'absence de justice.

Nous ne connaissons que trop la souffrance humaine et sociale liée à la question des détenus, des prisonniers et des personnes portées disparues après l'amère expérience que nous avons vécue en 1990. Nous savons que cette question ne peut être réglée instantanément. Par exemple, l'Iraq et le Koweït poursuivent leurs efforts conjoints visant à localiser les dépouilles des personnes portées disparues et des détenus dont le sort reste inconnu, qu'ils soient koweïtiens ou ressortissants de pays tiers, 30 ans après leur disparition. Nous soulignons la nécessité de garantir une coopération étroite avec toutes les parties concernées et la coordination avec les mécanismes internationaux, notamment le CICR, qui a une vaste expérience dans ce domaine.

Le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 2474 (2019) sur la question des personnes portées disparues du fait d'un conflit armé. Cette question est réellement une tragédie cachée dans tous les conflits. Cette résolution doit être traduite dans les faits, et ses dispositions doivent être appliquées dans toutes les zones de conflit, y compris en Syrie.

Pour terminer, nous appelons toutes les parties syriennes à coopérer avec l'Envoyé spécial, M. Pedersen, et son équipe pour faire avancer le processus de libération des détenus et localiser les personnes portées disparues en Syrie ou déterminer ce qu'il est advenu d'elles. Cela représenterait une mesure de confiance entre les parties dans le cadre des efforts que déploie l'Envoyé spécial pour relancer le processus politique en Syrie en application de la résolution 2254 (2015) et du Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe).

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe et les deux intervenantes de la société civile.

À l'instar d'autres orateurs, nous nous félicitons que cette question, dont l'examen a été longtemps retardé, soit dorénavant inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Il convient de rappeler que la détention arbitraire de civils par le régime syrien est un des facteurs qui ont déclenché les manifestations en 2011. Comme l'ont souligné d'autres orateurs, plus de huit ans plus tard, cette répression se poursuit. Des dizaines de milliers de Syriens ont été détenus, torturés, soumis à la violence sexuelle et tués dans les centres

de détention du régime depuis le début du conflit. Le but n'est pas de minimiser ce que Daech a fait. Nous convenons qu'il est clairement nécessaire de traduire en justice ceux qui ont commis de terribles crimes au nom de Daech. Cependant, le présent débat porte sur la persécution d'un peuple par son propre gouvernement.

Cette année, après avoir attendu pendant des années, des milliers de familles ont été informées que leurs proches étaient morts dans des centres de détention, sans explication et sans désigner les responsables. Elles sont encore nombreuses à ne pas savoir si leurs proches sont morts ou vivants, ce qui est incroyablement cruel. D'autres orateurs ont mentionné la résolution 2474 (2019). Conformément à cette résolution, les familles doivent être informées de ce qu'il est advenu de leurs proches.

Je fais donc écho à ce qu'a dit le représentant des États-Unis, qui a appelé aujourd'hui à la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement. Ce serait une mesure très significative. Il est important qu'elle intervienne rapidement, car il s'agit d'un élément fondamental de tout processus politique.

Je voudrais revenir sur les appels lancés par les intervenantes de la société civile en faveur d'une mesure que les autorités syriennes pourraient prendre dès à présent : elles pourraient accepter de donner à l'ONU et à la Commission d'enquête accès aux centres de détention et elles pourraient accepter de fournir une liste des noms de tous les détenus avec leur emplacement. Ce serait facile à faire. Je me tourne vers le représentant de la Syrie pour lui demander de transmettre ces requêtes à son gouvernement. J'aimerais aussi lui suggérer de vous confier, Madame la Présidente, le soin d'obtenir cette semaine, au nom du Conseil de sécurité, la confirmation de son gouvernement selon laquelle ces listes seront bien mises à disposition. Je voudrais inclure l'accès aux lieux de sépulture dans cette liste.

Le Royaume-Uni est le rédacteur de la résolution sur la Syrie au Conseil des droits de l'homme. Nous continuerons, au Conseil des droits de l'homme à Genève, d'appeler à la libération des détenus et à l'accès des observateurs indépendants aux centres de détention. Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage au travail de la Commission d'enquête des Nations Unies et aux courageux journalistes et organisations non gouvernementales qui continuent de recenser les violations et les abus.

Plusieurs personnes ont mentionné l'importance que l'Envoyé spécial accorde à ce dossier, et nous appuyons nous aussi tous ses efforts. Nous nous félicitons que la Turquie et la Russie continuent de faciliter les échanges de prisonniers entre les groupes armés du régime et ceux de l'opposition, y compris ceux qui ont eu lieu avant la réunion d'Astana le 1^{er} août. Toutefois, ce n'est absolument pas la même chose que la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement, comme le Conseil l'a demandé dans plusieurs de ses résolutions.

J'aimerais faire une remarque plus large, si je puis. Rendre justice aux familles des personnes détenues n'est pas seulement juste et moral, c'est aussi nécessaire si nous voulons nous attaquer aux moteurs et aux causes profondes du conflit syrien. Un règlement politique crédible, substantiel et authentique devra aborder la question des détenus politiques. Tous les citoyens syriens doivent pouvoir vivre à l'abri de la peur d'être arrêtés arbitrairement, torturés et exécutés. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises au Conseil de sécurité, si la Syrie ne parvient pas à résoudre les problèmes à l'origine du conflit qui a éclaté en 2011, elle ne peut espérer se relever ni se reconstruire au plan interne et ne peut pas non plus espérer retrouver sa place au sein du concert des nations.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : La Côte d'Ivoire salue la tenue de cette séance d'information sur la problématique des personnes victimes de disparitions forcées ou détenues dans des conditions non conformes aux normes internationales en la matière, notamment en République arabe syrienne. Elle félicite pour leurs exposés circonstanciés M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, la docteur Hala et M^{me} Amina Khouilani, membres de la société civile.

De l'avis de mon pays, cette question est d'autant plus importante que la formulation de réponses adéquates au sort des personnes détenues ou portées disparues fait partie intégrante des processus de sortie de crise et de consolidation de la paix. En effet, en l'absence de réponses appropriées, conformes au droit international humanitaire et aux droits de l'homme, la situation des personnes détenues ou disparues contribue à entretenir les rancœurs et constitue, de ce fait, un obstacle à la conduite de tout processus de sortie de crise et de consolidation de la paix. Elle porte ainsi les germes d'une résurgence des conflits. Il apparaît donc nécessaire que cette dimension importante soit prise en

compte dans les efforts de paix en cours pour une sortie de crise en Syrie.

Quand bien même il n'existerait pas de statistiques fiables, selon M^{me} Reena Ghelani, Directrice des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge aurait reçu environ 10 000 demandes d'informations sur des personnes disparues. Ces chiffres interpellent le Conseil sur l'acuité du problème et l'engagent à agir pour apporter des réponses idoines à cette question qui s'ajoute à une situation humanitaire déjà préoccupante. À cet égard, ma délégation exhorte le Conseil à contribuer davantage à la mise en œuvre des dispositions pertinentes de la résolution 2474 (2019) sur les personnes disparues en période de conflit armé. Cette résolution constitue, en effet, une avancée notable dans le cadre normatif et les mesures concrètes visant à prendre en compte la question des personnes détenues ou disparues lors des conflits. En effet, elle entend

« contribuer au renforcement de la confiance entre les parties à un conflit armé et permettre ainsi d'accélérer les négociations et accords de paix, les processus de justice transitionnelle, la réconciliation, et la consolidation et la pérennisation de la paix » (*résolution 2474 (2019), par. 16*).

Mon pays est également d'avis que le droit international relatif au sort des personnes détenues et disparues lors des conflits doit s'appliquer à toutes les parties belligérantes en Syrie. Il incombe donc au Gouvernement syrien et aux groupes rebelles de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la protection des civils, mais également de veiller à ce que les personnes détenues soient traitées avec dignité et dans le strict respect des normes internationales en la matière. De même, il leur revient de contribuer pleinement aux enquêtes visant à identifier et à localiser les personnes portées disparues. Dans cette optique, ma délégation estime que l'enregistrement des détenus, la formation appropriée des forces armées, la production et la distribution de moyens d'identification adéquats, y compris aux membres des forces armées, la création de services d'enregistrement des tombes et des registres des décès contribueront à une meilleure gestion de la situation des personnes détenues ou portées disparues.

Mon pays se félicite de la libération réciproque, le 31 juillet, de détenus en Syrie dans le cadre du quatrième projet du groupe de travail sur la libération

de personnes détenues ou enlevées et la restitution des dépouilles, ainsi que sur l'identification des personnes disparues, telle que prévue par le processus d'Astana. Cette opération, destinée à renforcer la confiance entre les parties en conflit, s'ajoute aux premiers échanges de détenus effectués le 24 novembre 2018, le 12 février et le 22 avril 2019. Ma délégation encourage donc les parties concernées à poursuivre ces initiatives qui permettront notamment aux familles de faire leur deuil et qui contribueront au retour de la paix et de la stabilité en Syrie.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire exhorte les belligérants en Syrie à respecter le droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne le sort des détenus et les personnes disparues. Elle les appelle également à cesser les hostilités et à privilégier la solution politique, conformément aux dispositions pertinentes de la résolution 2254 (2015).

M^{me} Cedano (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je voudrais d'emblée réaffirmer l'engagement de la République dominicaine en faveur d'un processus politique global, crédible et inclusif en République arabe syrienne qui ouvrira une fois pour toutes la voie à une paix durable dans ce pays.

Nous nous félicitons des témoignages présentés aujourd'hui ainsi que de l'exposé de M^{me} DiCarlo, qui nous confirment que lorsque nous examinons l'avenir de la République arabe syrienne, il est essentiel d'aborder la question des détenus, des personnes enlevées et des personnes portées disparues en raison du conflit dans ce pays. En plus de sa dimension humanitaire, nous considérons que cette question est fondamentale pour renforcer la confiance de l'ensemble de la population à l'égard du processus politique, car le regroupement familial après un conflit touche les fibres les plus profondes de la société. Avant toute chose, les parties au conflit ont l'obligation d'assurer la sécurité physique et la dignité psychologique des personnes détenues, conformément au droit international humanitaire. Dans ce contexte, nous voudrions souligner quelques points.

Tout d'abord, il est primordial de mettre immédiatement un terme à toutes les détentions arbitraires en République arabe syrienne. Il est également fondamental et obligatoire pour toutes les parties de prévenir les disparitions en raison des hostilités ou après toute arrestation. Il faut avancer sans délai vers la libération unilatérale des détenus, en particulier des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, et leur redonner toutes les formes de protection

ainsi que l'accès aux services de base d'éducation et de santé dont ils ont besoin. En tant que principal responsable de la protection de la population civile, le Gouvernement syrien doit avant tout prendre des mesures préventives qui permettent de rendre compte du sort des personnes disparues et de réduire ainsi l'incertitude et la vulnérabilité des familles qu'elles laissent derrière elles, en particulier des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Deuxièmement, il doit faciliter la clarification impartiale et indépendante des causes pour lesquelles des milliers de Syriens ont perdu la vie après avoir été détenus ou enlevés et des conditions dans lesquelles cela s'est produit, et rendre les résultats de ces enquêtes accessibles à leurs familles, y compris pour ce qui est du traitement digne de leur dépouille mortelle. Nous estimons que tant ces familles que les organisations de la société civile peuvent et doivent jouer un rôle primordial dans ces aspects afin de préserver la crédibilité de ce processus, qui prendra sans aucun doute des années.

La République dominicaine partage l'aspiration sincère des familles de ces personnes disparues à connaître la vérité sur le sort de leurs proches, ce que nous considérons comme un droit. Dans le processus de guérison et de réconciliation, il est essentiel de fournir un soutien psychologique, juridique et économique ainsi qu'une protection à ces familles. Le fait de ne pas tenir compte de ces besoins et de ne pas respecter les droits fondamentaux des détenus, des personnes qui sont libérées et de leurs familles finira par perpétuer des sentiments de rancœur et d'exclusion pour les décennies à venir.

Je conclus en affirmant qu'il importe que, dans chaque cas, une fois identifiés, les auteurs des violations commises répondent de leurs actes. Si nous aspirons à une paix durable, ces centaines de milliers de plaies doivent se refermer. L'impunité n'est pas une option viable.

M^{me} Van Vlierberge (Belgique) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo pour son exposé, et je remercie également M^{me} Amina Khouliani ainsi que la docteur Hala pour leurs témoignages émouvants. Leur courage et leur dévouement doivent nous inspirer.

Nous l'avons déjà souligné à de multiples reprises, et nous ne cessons pas de le faire : il n'y a pas de solution militaire au conflit en Syrie. Une solution politique, passant par le dialogue, est la seule manière de parvenir

à une paix stable et durable. Ce dialogue nécessite de la confiance entre les parties au conflit. Or, il ne sera pas possible de créer une telle confiance sans perspective de justice et de responsabilité.

Dès lors, nous continuons à soutenir pleinement l'Envoyé spécial dans sa poursuite d'actions concrètes et de mesures de confiance en faveur des détenus et des personnes enlevées ou portées disparues. Nous avons pris note des échanges de prisonniers qui ont eu lieu ces derniers mois. Cependant, le chemin à parcourir reste encore long, comme l'ont souligné également M^{me} DiCarlo et beaucoup de collègues avant moi.

Les voix de M^{me} Khouliani et de la docteur Hala s'ajoutent aux voix des milliers de Syriens qui ont des proches détenus arbitrairement dans des circonstances inhumaines, la plupart par le Gouvernement syrien. Elles s'ajoutent également aux voix des milliers et des milliers de Syriens qui attendent un signe de vie de leurs proches. Les droits de l'homme, le droit international humanitaire ainsi que les résolutions du Conseil imposent des obligations claires, qui sont piétinées quotidiennement. Le non-respect de ces obligations ne peut rester sans suite.

Justice doit être rendue. Nous avons créé des outils pour ce faire. La Belgique continue à appuyer pleinement le travail du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, ainsi que le travail de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne.

Des dizaines de milliers de personnes ont été détenues arbitrairement ou illégalement. Elles sont détenues sans que leurs droits humains soient respectés : sans procédure régulière, sans accès à un avocat ou à leur famille, dans des conditions inhumaines, soumises à la torture et aux violences sexuelles et sexistes, pour ne citer que quelques exemples. Les femmes et les enfants sont touchés d'une manière disproportionnée. Toutes les parties au conflit doivent veiller au respect de la dignité et de l'intégrité physique et psychologique des détenus.

Nous appelons tous les États Membres à utiliser leur influence sur les parties au conflit afin de promouvoir la libération des personnes détenues arbitrairement ou illégalement. Nous appelons toutes les parties à échanger de l'information sur leurs détenus. Nous appelons à ce que les Nations Unies aient un accès libre et

inconditionnel à tous les lieux de détention. Les victimes et leurs familles ont droit à la justice et à la réparation, ce qui implique également que les autorités syriennes leur délivrent des documents nécessaires à cette fin, y inclus des certificats de mort dûment complétés.

Beaucoup de familles vivent dans l'incertitude quant au sort de leurs proches. L'impact des disparitions sur les individus, les familles et les communautés est l'une des conséquences les plus dévastatrices et les plus persistantes des conflits armés. Nous sommes convaincus que les efforts de réconciliation et de paix sont mis en péril si des familles entières sont laissées dans l'ignorance quant au sort de leurs proches, sans perspective de réparation, en laissant l'impunité régner sur ces disparitions. Nous rappelons ici la résolution 2474 (2019) qui a été récemment adoptée par le Conseil. Les familles ont un droit d'information, qui doit être respecté par toutes les parties au conflit.

En tant que Conseil de sécurité, le sort des personnes détenues, enlevées ou portées disparues doit nous interpeller. L'incertitude et la recherche de réponses peuvent se prolonger sur plusieurs générations, marquant l'histoire de communautés entières, au risque même de générer de nouveaux conflits. Au lieu de semer des graines de discorde, plantons des graines pour une paix juste, stable et durable.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, ma délégation tient à remercier la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques, M^{me} DiCarlo, la docteur Hala et M^{me} Khouli de leurs exposés, qui nous ont permis de mieux comprendre cette question très importante. L'Indonésie souhaite souligner trois points.

Premièrement, nous convenons que les progrès réalisés sur la question relative aux détenus et aux personnes portées disparues sont effectivement importants et pourraient envoyer un signal positif au peuple syrien et à la communauté internationale. L'Indonésie se félicite de la détermination des garants d'Astana à poursuivre leurs efforts dans le cadre du groupe de travail compétent, dont l'ONU est également membre. Le groupe de travail est en effet nécessaire pour instaurer la confiance entre les parties syriennes, et nous espérons qu'il obtiendra des résultats plus concrets sur cette question particulière.

Deuxièmement, étant donné qu'il s'agit déjà d'une question complexe, l'Indonésie estime que nous devons réellement intensifier les efforts en cours sans compliquer la situation. Il est certain que nous devons

également éviter de politiser la question, car cela ne nous mènerait nulle part. Une approche constructive fondée sur une communication et un dialogue renforcés est essentielle à cet égard.

Troisièmement, l'Indonésie reste convaincue que la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour mettre en place et appuyer un processus politique dirigé et pris en main par les Syriens, dans le plein respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne. Nous appuierons toujours un règlement global de la question syrienne par des négociations et des moyens pacifiques.

Dans le même ordre d'idées, je tiens à rappeler les obligations juridiques qui incombent à toutes les parties en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, ainsi que toutes les décisions pertinentes du Conseil de sécurité et, bien entendu, la nécessité pour chaque pays de promouvoir les droits fondamentaux de ses citoyens.

Nous prenons également note de l'exposé de la Secrétaire générale adjointe DiCarlo sur les efforts déployés par l'Envoyé spécial Pedersen pour donner priorité à la situation des détenus, des personnes enlevées et des personnes portées disparues, ainsi que sur les activités du groupe de travail sur cette question. Bien que les travaux du groupe de travail soient encore limités, nous pensons que nous allons dans la bonne direction et que nous devons favoriser cette évolution.

Enfin, je voudrais également réaffirmer le plein appui de ma délégation au mandat de l'Envoyé spécial Pedersen s'agissant de faire avancer le processus politique en Syrie et d'ouvrir la voie à un règlement pacifique du conflit, sur la base de la résolution 2254 (2015).

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo de son exposé sur l'évolution de la situation en République arabe syrienne. Nous avons écouté attentivement les exposés faits par la docteur Hala, responsable de Syria Bright Future, et M^{me} Amina Khouli, de l'association Families for Freedom.

L'initiative de nos collègues occidentaux de convoquer la présente séance nous laisse perplexes et suscite en nous des pensées désagréables. Plutôt que des informations crédibles, nous avons entendu encore une fois des spéculations basées sur des données non vérifiées et non objectives concernant la situation en Syrie. Les sources de ces informations ont déjà été prises plusieurs fois en flagrant délit de mensonge.

Nous considérons ces mesures tendant à exacerber et à déformer les faits survenant en Syrie et alentour comme des tentatives de mettre des bâtons dans les roues du processus de règlement politique dans le pays.

Je ne prétendrais pas que nous ne sommes pas déçus par l'essence des déclarations faites par nos collègues occidentaux, en premier lieu celle des États-Unis. Étant donné que ce sont les États-Unis et leurs partisans qui ont initié la séance, nous nous attendions à ce qu'ils nous parlent de la situation qui règne dans les territoires syriens qu'ils occupent *de facto*, qu'ils nous disent quelles sont les lois qui régissent la vie de ceux qui y sont restés et comment la justice y est administrée. Ce sont là toutes d'importantes questions, et il y en a d'autres. C'est pour défendre les intérêts de qui que se préparent de vastes formations armées et des forces de l'ordre - si on peut les appeler ainsi? Combien de personnes sont détenues? Combien sont portées disparues? Hélas, rien de cela n'a été précisé.

L'information que nous recevons des défenseurs des droits de l'homme est franchement terrifiante. Nous ne cessons de réitérer que la politisation des questions humanitaires et des droits de l'homme est inacceptable. Pourtant, nous entendons tout le monde jeter le blâme sur l'une des parties - les officiels de Damas -, alors que des terroristes avérés, qui ont, je le rappelle, établi la pratique des exécutions publiques et de la torture en Syrie, sont présentés comme des victimes innocentes. Nous pensons que la communauté internationale devrait plutôt aider la Syrie, en actes et non en paroles, à se relever après la très profonde crise, qui a en fait été alimentée et exacerbée, par des forces extérieures, y compris certaines qui se déclarent maintenant profondément préoccupées par la situation humanitaire dans le pays. Toutefois, l'assistance ne peut être portée par le scandale, elle doit plutôt s'attacher constamment à renforcer les autorités publiques syriennes, à restaurer la justice, à relancer l'économie et à retisser les liens ruinés au sein de la population du pays.

J'informe le Conseil que la treizième réunion internationale sur la Syrie tenue dans le cadre du processus d'Astana a eu lieu à Nour-Soultan les 1^{er} et 2 août. Comme le Conseil le sait, ce format a créé un groupe de travail sur les détentions et les enlèvements survenus dans le conflit syrien, composé de représentants de la Russie, de l'Iran et de la Turquie, ainsi que d'experts de l'ONU et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). C'est un mécanisme unique en son genre qui s'est avéré efficace s'agissant de rétablir la confiance entre les

parties syriennes. La semaine dernière, le 31 juillet, une quatrième opération d'échange de personnes victimes de détention forcée a eu lieu selon la base de « 14 pour 15 ». Ainsi, le mécanisme établi dans le cadre du processus d'Astana a déjà permis la libération de plus de 110 personnes. Des opérations du même genre ont été menées en novembre 2018, et en février et avril de cette année. En outre, il importe de rappeler qu'il existe en Syrie une pratique locale d'échange de détenus qui a lieu pratiquement tous les jours.

Le groupe s'occupe aussi des cas des personnes disparues. Pour le moment, nous œuvrons en coopération avec des experts de l'ONU et du CICR pour arrêter les procédures et les modalités en vue de la création de banques de données sur les personnes que le Gouvernement syrien et l'opposition considèrent comme disparues, ainsi que pour de futures actions sur ce volet. Dans le même temps, nous devons comprendre que ces questions sont extrêmement délicates. Nous espérons que nos partenaires au Conseil de sécurité comprennent que nous parlons d'aspects humanitaires qui ne tolèrent ni médiatisation ni politisation. Nous craignons que l'examen de cette question au Conseil ait l'effet inverse et perturbe le très complexe processus de rétablissement de la confiance entre les deux parties. Nous préférons croire que personne ne souhaite cette évolution négative. Nous voudrions aussi demander à nos collègues occidentaux qui parrainent l'opposition armée syrienne d'aider la communauté internationale à déterminer ce qu'il est advenu des milliers de personnes qui ont été retenues de force par l'opposition armée dans la Ghouta orientale, à Homs et dans le sud-ouest de la Syrie, et qui sont pour l'instant considérées comme disparues. Il est clair que ce n'est pas à Damas qu'il faut poser ces questions.

Toutes les personnes présentes ici aujourd'hui, ainsi que les représentants des organisations intéressées, ont eu la possibilité d'étudier les derniers bulletins publiés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires sur la situation en Syrie. Leurs cartes indiquent les lieux où l'activité humanitaire est menée aux niveaux national et internationale. La région de l'Euphrate est y marquée par un grand point blanc, non pas parce que tout va bien là-bas. Bien au contraire, le nord-est du pays est en ruines. Selon les données fournies par nos militaires, plus de 300 actes terroristes y ont été commis rien qu'en juin et juillet. Et selon les données fournies par les organisations non gouvernementales occidentales, les frappes aériennes massives menées par la coalition au premier trimestre de 2019 dans la

province de Deïr el-Zor ont tué plus de 1 200 personnes, des civils pour la plupart.

La situation reste inquiétante dans le camp de déplacés de Roukban. Mais grâce aux efforts du Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne et du Gouvernement syrien, plus de 17 000 personnes ont pu quitter le camp. Nous continuerons d'œuvrer en coopération avec l'ONU pour aider les réfugiés à retourner chez eux et leur fournir tout ce dont ils ont besoin.

Quant au camp de Hol, la situation y est vraiment désastreuse. La moitié des personnes qui y résident sont des femmes et des enfants. Si y maintenir le statu quo et propager l'idéologie jihadiste n'est pas un objectif en soi, alors il est grand de penser à transférer les territoires illégalement occupés sous le contrôle des autorités syriennes afin de régler la question des déplacés. Pour dire les choses franchement, pour l'heure, nous avons l'impression que le camp de Hol, où, sur les 73 000 résidents, 11 000 sont des ressortissants étrangers, et les prisons situées dans le nord-ouest du pays qui ne sont pas sous le contrôle de Damas, ne sont qu'un grand camp de concentration.

Non moins préoccupante est la situation qui règne dans la zone de Tanf. S'agissant de toutes les régions que je viens de citer, je rappelle qu'en vertu des Conventions de Genève, c'est l'État occupant qui est responsable de la population qui s'y trouve.

Pour terminer, je tiens à souligner que si nous avons écouté nos collègues des États-Unis parler des aspects humanitaires et droits de l'homme de la situation en Syrie, cela ne veut en aucun dire que la présence militaire américaine qui se poursuit dans ce pays est légitime aux yeux des Syriens ou de l'ensemble de la communauté internationale. Des déclarations controversées faites par des responsables américains laissent croire que l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) a été vaincu en Syrie et en Iraq. Cependant, c'est l'objectif de contrer l'EIIL que la présence militaire des États-Unis aspirait à atteindre. Le fait que cette présence se poursuit dans les circonstances actuelles nous fait croire que les États-Unis ont peut-être d'autres tâches qui sont en porte-à-faux avec le principe du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne.

Pour sa part, la Russie continuera de fournir aux Syriens l'aide dont ils ont besoin pour surmonter leurs

difficultés et parvenir à des accords concernant un règlement politique, sur le volet humanitaire, durant la phase de relèvement du pays après le conflit. Nous nous y emploierons aussi bien au niveau national que dans les formats multilatéraux, en coopération avec les parties intéressées. Nous appelons toutes les forces du bien à se joindre à ces efforts.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé. J'ai moi aussi écouté les déclarations faites par la docteur Hala et M^{me} Khouilani.

L'ONU attache une grande importance à la question des détenus et des personnes disparues en Syrie. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Pedersen, a déclaré au Conseil de sécurité que, sur les cinq objectifs prioritaires qu'il s'était fixés, le deuxième était de progresser sur la question des personnes détenues, enlevées ou portées disparues. Depuis un certain temps déjà, l'Envoyé spécial Pedersen mène des missions de bons offices et entretient une relation positive et empreinte de coopération avec toutes les parties syriennes, y compris le Gouvernement syrien. La Chine appuie l'Envoyé spécial Pedersen dans ses dialogues et consultations permanents avec toutes les parties syriennes, et encourage toutes les parties à renforcer la confiance mutuelle par des mesures telles que l'échange de prisonniers.

En juin, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 2474 (2019) sur la question des personnes disparues dans les conflits armés; elle doit être appliquée sérieusement. Récemment, grâce aux efforts déployés par le groupe de travail compétent dans le cadre du processus d'Astana, le Gouvernement syrien et son opposition ont libéré simultanément certains prisonniers. Des progrès encourageants ont donc été accomplis à cet égard. Le groupe de travail s'est engagé à pousser toutes les parties syriennes à avancer sur la voie de la libération des prisonniers de guerre, des détenus et des personnes enlevées, de la restitution des dépouilles et de l'identification des personnes disparues. Il s'agit d'un mécanisme efficace et nécessaire qui se traduira par une confiance mutuelle renforcée entre toutes les parties syriennes. La Chine appuie le groupe de travail tandis qu'il continue de jouer son rôle constructif.

La Chine est préoccupée par la situation humanitaire globale en Syrie, ainsi que par les moyens de subsistance du peuple syrien. Après des années de conflit, le besoin d'aide humanitaire en Syrie est considérable, et les sanctions économiques érodent

encore davantage les conditions de vie du peuple syrien. La communauté internationale doit continuer à fournir une assistance financière et matérielle au peuple syrien et appuyer les efforts de reconstruction du Gouvernement et du peuple syriens.

Dans le cadre de son action humanitaire en Syrie, la communauté internationale doit pleinement respecter la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de ce pays; se conformer strictement aux résolutions du Conseil de sécurité, aux directives de l'ONU en matière d'aide humanitaire et aux dispositions pertinentes du droit international; honorer les principes de neutralité, d'équité et de non-politisation; et renforcer la communication et la coordination avec le Gouvernement syrien.

Une solution politique est le seul moyen de régler la question syrienne. La communauté internationale doit aider l'ONU à jouer son rôle principal, à savoir mener des missions de bons offices, et appuyer l'Envoyé spécial Pedersen dans ses efforts pour faire avancer le processus politique, conformément à la résolution 2254 (2015) et au principe qui veut que ledit processus doit être pris en main et dirigé par les Syriens.

Les parties syriennes doivent procéder en tenant compte de l'avenir du pays et des intérêts fondamentaux de son peuple, désamorcer les différends par la négociation, promouvoir la réconciliation nationale et parvenir progressivement à une solution politique qui prenne en considération la réalité de la situation en Syrie et les pré-occupations légitimes de toutes les parties.

La communauté internationale doit encourager les parties syriennes à adopter volontairement des mesures propres à favoriser la réconciliation et à renforcer en permanence la confiance mutuelle. En outre, des efforts doivent être entrepris pour continuer à étayer le rôle du processus d'Astana, en vue d'aider toutes les parties syriennes à prendre pleinement part au dialogue et aux consultations.

M. Duclos (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la convocation de la présente séance et remercions les intervenants de leurs exposés éclairants.

Nous souhaitons, pour commencer, souligner la pertinence de la question qui nous réunit aujourd'hui, au regard notamment des immenses souffrances humaines, des répercussions économiques et de la désintégration du tissu social qu'engendrent la détention et la disparition de personnes en situation de conflit, ce qui est particulièrement pressant dans le cas syrien.

Nous devons rappeler que le droit international humanitaire est un minimum obligatoire qui vise à limiter les pratiques inacceptables portant atteinte à la dignité des personnes et, par conséquent, à la communauté internationale tout entière. En conséquence, le Pérou ne peut que regretter et condamner tous les excès et toutes les violations de ces normes internationales, qui n'ont d'autre résultat que de faire obstacle et de nuire à la paix en Syrie.

Progresser dans ce domaine représente donc un signe d'humanité, qui aurait le mérite de panser les blessures ouvertes, aussi bien des familles concernées que de la société syrienne, et d'apaiser les tensions. Cela contribuerait en outre à créer un meilleur climat de compréhension, propre à faire progresser le processus de dialogue politique, d'établissement des responsabilités et de réconciliation. Le Pérou salue le travail accompli dans ce domaine par le groupe d'Astana, qui s'accompagne de résultats prometteurs, notamment la libération de dizaines de détenus depuis novembre 2018.

Toutefois, l'ampleur et la gravité du problème exigent des efforts encore plus importants. Comme l'a dit l'Envoyé spécial Geir Pedersen en avril :

« il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne les procédures à suivre dans le cadre des futures opérations de libération » (*S/PV.8520, p. 3*).

À cet égard, nous nous félicitons de l'implication constante et du rôle constructif que jouent l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge dans le cadre des réunions du groupe d'Astana, ainsi que dans l'exécution sur le terrain des opérations de libération.

Nous estimons également qu'il est impératif de disposer d'informations plus précises sur la situation des personnes détenues ou disparues, ce qui passe par la mise en place de systèmes plus efficaces de collecte, de gestion et de protection des données et par un échange plus fluide entre les parties. Cela implique également la création et l'adoption de législations nationales visant à assurer la protection des détenus avant, pendant et après leur libération, et à couvrir au minimum les besoins matériels, psychologiques et juridiques des familles des disparus.

À cette fin, nous soulignons le rôle central que peut jouer la communauté internationale dans ces domaines, que ce soit par l'adoption d'un train de pratiques optimales et de normes techniques, par l'apport de ressources financières ou grâce à l'influence positive que certains États peuvent exercer sur les parties au

conflit. Une attention particulière doit être accordée aux cas d'enfants syriens disparus, compte tenu de la situation de vulnérabilité extrême dans laquelle ils se trouvent.

Comme cela a été souligné, il est crucial que le Gouvernement syrien et l'opposition se concentrent sur des solutions plus générales, allant au-delà des schémas actuels d'échanges individuels et réciproques de prisonniers, pour prévoir la libération simultanée de groupes de personnes dès lors que la volonté politique nécessaire est présente.

Pour terminer, je voudrais souligner l'importance de la résolution 2474 (2019) à cet égard, ainsi que le sens renouvelé de l'urgence avec laquelle nous devons régler la situation dramatique qui prévaut en Syrie, et dont sont victimes tant de familles innocentes.

M^{me} Mele Colifa (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Nous nous associons aux délégations précédentes pour nous féliciter de la convocation de la présente séance et pour remercier M^{me} Rosemary DiCarlo, la docteur Hala et M^{me} Amina Khouani des informations et des témoignages émouvants et choquants qu'elles nous ont fournis sur la question dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Tant que la situation humanitaire en Syrie restera difficile, la problématique des détenus et des personnes disparues devra rester une question centrale, dont l'examen par le Conseil de sécurité doit conserver toute son utilité. Il convient en effet de rappeler que cette question est l'un des cinq objectifs prioritaires énoncés par la résolution 2254 (2015), et qu'elle est susceptible non seulement de renforcer la confiance entre les parties au conflit, mais aussi d'atténuer les tensions parmi les millions de réfugiés dans les pays voisins, qui manquent d'informations sur le lieu de détention et le bien-être de leurs proches présumés détenus ou disparus, femmes et enfants compris. Les rapports récents sur cette question sont clairs et sans équivoque. Si toutes les parties au conflit continuent d'effectuer des arrestations arbitraires à travers le pays, le phénomène n'a jamais été aussi répandu que dans les zones contrôlées par le Gouvernement.

Dans ce contexte, il convient que les parties prennent toutes les mesures possibles pour retrouver les personnes portées disparues du fait des hostilités et pour communiquer aux membres de leur famille toute information sur leur sort. Par ailleurs, nous rappelons que les résolutions 2254 (2015) et 2258 (2015) exhortent

toutes les parties au conflit à libérer toute personne détenue de manière arbitraire, en particulier les femmes et les enfants, et que si les autorités gouvernementales ne peuvent justifier légalement leur maintien en détention, ces personnes doivent être libérées immédiatement. Nous estimons également que les familles des victimes de disparitions forcées ont le droit de connaître la vérité sur les circonstances de la disparition et le sort des victimes, et de récupérer les dépouilles de leurs proches qui seraient morts pendant leur détention ou auraient été exécutés.

La République de Guinée équatoriale salue les travaux du groupe de travail sur les détenus, les personnes enlevées, la restitution des corps et l'identification des personnes disparues, avec la participation de l'ONU, et l'encourage à tout mettre en œuvre pour obtenir la libération simultanée du plus grand nombre de personnes possible. À cet égard, nous nous félicitons du récent échange de prisonniers qui a eu lieu dans le cadre du processus d'Astana, et nous convenons avec les autres délégations que tous les détenus doivent être libérés.

Le Secrétaire général a rappelé à plusieurs reprises dans ses rapports la situation des fonctionnaires des organismes, programmes et fonds des Nations Unies détenus ou portés disparus en Syrie, et nous appelons également les parties à prendre toutes les mesures possibles pour qu'ils soient libérés et puissent poursuivre leur action humanitaire.

Pour conclure, je voudrais rappeler que nous ne pourrions accomplir aucun progrès vers un règlement politique et une paix durable en Syrie si nous ne répondons pas d'urgence aux besoins en matière de justice des victimes et des survivants syriens, ainsi que de leurs familles. Par conséquent, la République de Guinée équatoriale appuie les initiatives visant à mettre en place un mécanisme national de réparation en République arabe syrienne pour évaluer les dommages causés, recueillir les plaintes, accorder aux personnes et aux communautés les réparations appropriées, financières ou non, et promouvoir d'autres voies de recours idoines.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son exposé. Je remercie également les intervenantes issues de la société civile, la docteur Hala et M^{me} Khouani, de leurs exposés de ce matin.

Depuis la création de l'ONU en 1945, à partir des vestiges de la Seconde Guerre mondiale brutale et dévastatrice, l'Organisation et ses États Membres ont dû prendre conscience des problèmes posés par les disparitions et détentions de personnes du fait d'un conflit, et y remédier. Aujourd'hui, dans un monde déchiré par des conflits apparemment sans fin, la question des personnes disparues et détenues se présente dans toutes les parties du monde – en Iraq, en Syrie, au Yémen, en Libye, en Afghanistan, en Palestine, au Sahara occidental, en Colombie et dans d'autres zones de tensions dans le monde.

En outre, depuis l'assujettissement colonial des Africains et la traite des esclaves des siècles passés, de nombreux Africains ont péri dans les océans Atlantique et Indien. Quatre cents ans après avoir été arrachés par la force à l'Afrique pour être réduits en esclavage, nous attendons toujours que les responsables des disparitions qui ont eu lieu au cours de ces années soient tenus de répondre pleinement de leurs actes.

L'impossibilité de retrouver les personnes disparues dans les conflits armés a des répercussions à long terme qui vont bien au-delà des victimes et, comme nous l'avons entendu ici aujourd'hui, elle a des conséquences durables et prolongées sur les familles, les amis, les communautés et les pays au sens général. À cet égard, toutes les parties à un conflit, qu'il s'agisse d'une puissance occupante, d'un État ou d'un acteur non étatique, doivent connaître et respecter leurs obligations juridiques et morales de veiller à ce que les personnes détenues soient protégées à l'intérieur de leurs frontières, dans les zones qu'elles contrôlent ou qu'elles occupent, et à ce que des registres détaillés soient tenus à leur sujet. Nous aimerions également souligner l'importance de traiter la question de la remise des dépouilles aux familles, qui est un moyen d'entamer le processus de guérison.

D'après notre propre histoire et notre expérience de réconciliation nationale, je voudrais souligner l'importance de la vérité, de la justice et du principe de responsabilité pour consolider le processus de paix, permettre aux familles de tourner la page et d'amorcer le processus de réconciliation et d'intégration. L'objectif ultime est la paix, la stabilité et la prospérité à long terme pour tous, les victimes comme les États. À cet égard, ma délégation voudrait saluer les efforts déployés par le groupe de travail d'Astana et l'ONU, qui ont abouti au récent échange de prisonniers, qui a eu lieu le 31 juillet dernier, entre le Gouvernement syrien et les parties de

l'opposition à Abu Al-Zindeen, dans le nord d'Alep. L'Afrique du Sud exhorte toutes les parties à accepter d'autres échanges de prisonniers et à libérer à l'avenir plusieurs prisonniers à la fois.

Afin de continuer à tirer parti de cette dynamique positive, l'Afrique du Sud appelle toutes les parties à mettre tout en œuvre pour libérer les civils – en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées, les malades et les personnes handicapées – en signe de bonne foi et comme mesure de confiance entre les parties au conflit. Aucun enfant ne doit être maintenu indéfiniment en détention, quelles que soient les circonstances.

Dans l'intervalle, et pour mieux assumer les responsabilités qui nous incombent envers nos sociétés et communautés, faisons des efforts pour accueillir dans nos pays nos nationaux qui proviennent des centres syriens de réfugiés et de détention. Cela aiderait M. Geir Pedersen à faciliter le dialogue politique entre les diverses parties prenantes au conflit syrien, en particulier sur la question des prisonniers et des personnes disparues.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer la position de l'Afrique du Sud, à savoir que le seul moyen d'instaurer une paix et une stabilité à long terme en Syrie est d'engager un dialogue politique inclusif, dirigé et pris en main par les Syriens, et facilité par l'ONU, sur la base de la résolution 2254 (2015). Pour continuer à progresser sur la question des personnes disparues et des détenus, le processus politique doit être renforcé.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration à titre national.

Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe, M^{me} Rosemary DiCarlo, de son exposé détaillé. Je remercie également les représentantes de la société civile, la docteur Hala et M^{me} Amina Khouli, de leurs précieux exposés d'aujourd'hui. La Pologne continuera d'appuyer tous les efforts en faveur d'une Syrie pacifique, souveraine, démocratique, indépendante et intégrée. Cependant, appuyer résolument le processus dirigé par l'ONU à Genève et l'Envoyé spécial pour la Syrie ne suffit pas. Il faut des mesures concrètes, et l'Envoyé spécial Pedersen les a indiquées dans le plan en cinq points qu'il a présenté au Conseil de sécurité en début d'année (voir S/PV.8475). Dans ce cadre, la question des détenus, y compris les personnes enlevées et portées disparues, est extrêmement importante.

Huit années de guerre ont infligé une souffrance indescriptible à un pays autrefois pacifique. Des milliers de personnes restent en détention arbitraire, où un grand

nombre d'entre elles sont soumises à diverses formes de mauvais traitements, notamment la torture et le viol. Parallèlement, des milliers de personnes sont toujours portées disparues, et leurs familles n'ont aucune information sur ce qu'il est advenu d'elles.

La Pologne demande la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement, en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées. Des progrès dans ce domaine permettraient d'améliorer la confiance entre les parties et contribueraient grandement aux efforts pour parvenir à une paix durable en Syrie. C'est une des plus importantes, si ce n'est la plus importante, mesures de confiance entre les parties au conflit qui puissent être prises. Il faut travailler à cette question dès maintenant, à titre prioritaire, et des mesures supplémentaires doivent rapidement suivre. Nous sommes convaincus que cela pourrait constituer un des premiers pas vers un processus de transition politique négocié. Toutes les parties au conflit doivent pour cela s'engager pleinement et de manière constructive en participant aux négociations de bonne foi et sans condition préalable.

En conclusion, la poursuite des efforts pour renforcer la confiance entre les parties, y compris les initiatives concernant la question des détenus et des personnes portées disparues, reste une priorité importante pour contribuer au processus politique. Il s'agit également d'une question de respect des normes fondamentales en matière de droits de l'homme, auxquelles toutes les parties sont tenues d'adhérer pleinement.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Falouh (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : D'emblée, mon pays, la République arabe syrienne, tient à rejeter et à dénoncer les pratiques systématiques des délégations permanentes des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni, consistant à exploiter la tribune du Conseil de sécurité pour dénigrer le Gouvernement syrien. Ces délégations n'ont aucune légitimité juridique, ni même morale, pour appeler à la tenue d'une séance consacrée aux problèmes humanitaires dans mon pays, la Syrie, parce que leurs gouvernements sont jusqu'à ce jour impliqués dans l'agression militaire directe dont il est victime. Ces gouvernements ont couvert les groupes terroristes armés, tué des milliers de Syriens, détruit

leurs biens, les ont kidnappés, déplacés et dépossédés de leurs maisons et de leurs biens. Ils ont également imposé des sanctions économiques unilatérales contre le peuple syrien.

Ces gouvernements, qui ont la responsabilité de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales, ne se sont en fait jamais vraiment intéressés aux droits de l'homme, au bien-être des populations et à la souveraineté des pays. Depuis des siècles, ils se comportent de manière immorale. Ils déforment les nobles objectifs humanitaires pour servir leurs propres intérêts. Ils manipulent les principes et les dispositions du droit international humanitaire et de la Charte des Nations Unies pour appliquer un programme colonialiste hostile qui légitime l'ingérence étrangère et cherche à renverser des régimes légitimes par la force, déstabilisant ainsi des pays en créant des divisions confessionnelles et religieuses. Les exemples en sont nombreux et connus de tous.

Sur le principe, mon gouvernement n'est pas opposé à la convocation de séances sur la situation en Syrie, tous aspects confondus, à condition que ces séances aient pour seul objectif de procéder à un échange de vues et d'opinions, de manière transparente, sérieuse et sincère, afin d'aider mon pays et de trouver des solutions véritables qui permettraient le retour de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité pour tous les citoyens syriens sans exception. Les Syriens sont usés et épuisés par la guerre terroriste qui leur est imposée depuis maintenant neuf ans.

J'invite le Conseil de sécurité à se pencher sérieusement sur ce que les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France, ainsi que d'autres pays de la région, ont dépensé en termes de fonds, d'efforts et d'armes pour causer du tort à la Syrie, à son territoire, à sa population et à son gouvernement, et pour régler leurs comptes anciens et nouveaux avec son gouvernement. En se comportant de la sorte, ils mettent en péril les vies, la richesse et la civilisation de la Syrie et de son peuple. Nous trouvons profondément préoccupant que ces gouvernements continuent d'imposer leurs positions et leurs politiques dans de nombreux domaines d'action de l'ONU ainsi qu'à certains de ses fonctionnaires, leur but étant de mener une campagne de désinformation et de déformer la vérité sur ce qui se passe en Syrie. Ils s'appuient pour cela sur des sources d'information douteuses et emploient des termes surnois et fourbes dans leurs rapports et leurs déclarations afin d'induire

en erreur l'opinion internationale et de dissimuler la souffrance des civils du fait des crimes des groupes terroristes armés. Depuis neuf ans, ces groupes utilisent les civils comme boucliers humains dans les régions qu'ils contrôlent. Ils attaquent les hôpitaux et les écoles, qu'ils transforment en bâtiments militaires et en centres de détention pour les personnes enlevées. Ces groupes terroristes font pleuvoir aveuglément leurs bombes de haine sur les zones civiles.

Le Conseil de sécurité ne parvient toujours pas à trouver le moyen de régler véritablement la cause de la souffrance du peuple syrien, à savoir le terrorisme et ceux qui le soutiennent parce qu'ils sont hostiles à mon pays, la Syrie. En tête de ces gouvernements, il y a les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France, qui refusent de combattre le terrorisme qui gangrène plusieurs régions syriennes, en particulier dans le nord-ouest du pays, afin de protéger le groupe terroriste du Front el-Nosra. Ce sont ces mêmes gouvernements qui ont soutenu les groupes terroristes armés qui ont exfiltré d'Alep et de Lattaquié vers la Turquie les personnes qu'ils avaient enlevées et dont on reste sans nouvelles à ce jour. Ces groupes terroristes ont aussi enlevé des milliers de civils et les ont incarcérés dans la prison Taoubé, dans la Ghouta orientale. Les représentants se rappelleront des enregistrements vidéo diffusés par les terroristes lorsqu'ils contrôlaient la région, vidéos qui montraient la cruauté de ces groupes, puisqu'on y voyait des femmes et des enfants menottés et mis dans des cages au milieu de la rue, dans une mise en scène épouvantable rappelant les pires heures de l'esclavage.

Le fait d'omettre délibérément de parler du sort des milliers de personnes portées disparues et détenues par les groupes terroristes, et de la souffrance de leurs familles, confirme une fois de plus la politique de deux poids, deux mesures suivie par certains pays et par certains mécanismes des Nations Unies en ce qui concerne les questions humanitaires. Les informations recueillies après la libération de la Ghouta orientale et des quartiers est d'Alep, ainsi que de nombreuses autres régions syriennes, montrent que les groupes terroristes ont assassiné des milliers de Syriens et les ont enterrés dans des fosses communes. Chaque village, chaque ville et chaque région de Syrie qui a été victime du terrorisme témoignera de cette honte et des actes scandaleux perpétrés par les gouvernements qui ont appuyé le terrorisme et l'extrémisme religieux, financé et armé les terroristes et leur ont accordé une couverture médiatique en les qualifiant d'« opposition syrienne modérée », alors

qu'il ne s'agit que de groupes terroristes comprenant des milliers de combattants terroristes étrangers.

Si certains sont déterminés à épuiser le Conseil en multipliant les séances à son ordre du jour, le Gouvernement de mon pays traite la question des détenus et des personnes disparues dans une perspective purement humanitaire, loin de toute manipulation politique des questions humanitaires. Le groupe de travail sur la libération de personnes détenues ou enlevées et la restitution des dépouilles, ainsi que sur l'identification des personnes disparues a été créé dans le cadre du processus d'Astana. Il est chargé de traiter la question des personnes disparues, en apportant des éclaircissements sur leur sort, ainsi que celle de la libération des détenus. Il est également responsable de l'échange de prisonniers. Mon gouvernement aborde la question de manière constructive et estime qu'il en va de même du groupe de travail. Des mesures pratiques ont été mises en place, la plus récente étant l'échange de prisonniers qui a eu lieu la semaine dernière, avec la participation du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, ce dont nous nous félicitons. Cette question humanitaire est exploitée à des fins inappropriées, ce qui jette une ombre sur le travail et les efforts de ce mécanisme, ainsi que sur les mesures positives qui ont été mises en place.

Nous voudrions également dire que les initiatives de réconciliation nationale et les efforts du Croissant-Rouge syrien ont porté leurs fruits et ont permis d'élaborer des mesures importantes sur cette question. Nous affirmons que les autorités juridiques compétentes de la République arabe syrienne exercent leurs prérogatives et leurs compétences pour traiter cette question, conformément à la Constitution, aux règles de fond et aux procédures prévues par le droit civil et pénal, y compris le Code de procédure pénale.

Mon pays participe aux efforts sérieux et déterminés entrepris avec les garants iraniens et russes du processus d'Astana, et coopère à l'action menée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général en vue de parvenir à un processus politique contrôlé et dirigé par la Syrie, sans ingérence étrangère d'aucune sorte. En Syrie, nous sommes déterminés à trouver une solution politique nationale syrienne qui soit durable. Nous sommes déterminés à détruire les foyers du terrorisme dans notre pays. Nous sommes également déterminés à faire partir toutes les forces d'occupation étrangères, dont la présence constitue une attaque contre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale

de la Syrie. Nous n'accepterons pas le chantage pratiqué par certaines parties ici au Conseil de sécurité ou sur le terrain en Syrie.

Pour terminer, au cours des huit dernières années, le Conseil de sécurité a entendu de nombreuses déclarations provocatrices contre le Gouvernement de mon pays. Bon nombre de ces déclarations manquent de crédibilité et sont fondées, dans la majorité des cas, sur des informations absolument non fiables. Ce que nous voyons, c'est une tentative de désinformation. Nous aurions aimé que, maintenant que ces huit années se sont écoulées, le Conseil soit en mesure d'adopter une approche objective en écoutant le témoignage de familles dont les membres ont été soumis aux pires formes de torture par ceux que les pays qui ont demandé la tenue de la présente séance appellent « l'opposition armée modérée » – une opposition modérée qui est allée jusqu'à jeter vivantes dans des fours les personnes enlevées. Nous ne voulons pas que les parties invitées à ces séances soient proches des services de renseignement des gouvernements qui ont soutenu et financé le terrorisme responsable des pires crimes possibles contre le peuple syrien.

La Présidente (*parle en anglais*) : La représentante du Royaume-Uni a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je serai brève. Je tiens simplement à dire officiellement que le Conseil de sécurité peut débattre de toute question qu'il souhaite aborder concernant la paix et la sécurité internationales. Le représentant de la Syrie sera peut-être intéressé d'apprendre que neuf pays ont demandé la tenue de cette séance et qu'aucun pays ne s'y est opposé. Il s'agit donc incontestablement d'un sujet dont le Conseil peut débattre, et il serait préférable que le représentant de la Syrie utilise ses remarques pour évoquer la question à l'examen, plutôt que d'insulter le Conseil.

Il était intéressant d'entendre parler des échanges de prisonniers, mais nous nous intéressons aussi beaucoup à la question des détenus – des personnes ordinaires qui sont détenues arbitrairement – dont ont parlé plusieurs orateurs ce matin, notamment les représentantes de la société civile. Je réitère donc ma requête : je demande aux autorités syriennes de bien vouloir fournir une liste des personnes détenues et de leur lieu de détention et, pour celles qui sont mortes, de leurs lieux de sépulture. Et à défaut de la Commission d'enquête, je leur demanderais d'accorder au Comité

international de la Croix-Rouge l'autorisation d'accéder aux lieux de détention.

Nonobstant l'univers parallèle que le représentant syrien a décrit, il y a une guerre en Syrie, parce que le Gouvernement syrien s'est attaqué à son propre peuple. C'est aussi simple que cela. La solution est de coopérer avec l'Envoyé spécial pour assurer un processus de paix durable et permettre à l'ONU d'avoir un accès humanitaire et d'aider les civils, comme elle s'efforce de le faire depuis 2012.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le représentant de la République arabe syrienne a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne maintenant la parole.

M. Falouh (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : En réponse à ce que la Représentante permanente du Royaume-Uni a dit aujourd'hui, qui est similaire à ce qu'elle a dit lors de précédentes séances consacrées à la situation en Syrie, je voudrais réaffirmer une fois encore que toutes les parties concernées ont le droit de poser des questions tant que le seul objectif est de trouver des solutions sérieuses fondées sur la Charte des Nations Unies et les résolutions du Conseil de sécurité, qui soulignent toutes la nécessité de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie. Ces résolutions stipulent, de plus, qu'il faut éliminer le terrorisme et y mettre fin sous tous ses formes, ce qui vaut également pour l'appui qui lui est apporté.

Je voudrais donc demander à la Représentante permanente du Royaume-Uni, ainsi qu'aux représentants des gouvernements qui ont une présence militaire illégale dans mon pays, la Syrie, d'informer le Conseil de sécurité de la date à laquelle ils mettront fin à leur présence et à leurs activités militaires agressives et illégales sur le sol syrien. Je leur demande également d'informer le Conseil de la date à laquelle ils ont l'intention de mettre fin aux mesures économiques coercitives unilatérales imposées au peuple syrien par lesquelles ils cherchent à saper le processus de reconstruction et le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs foyers. Je voudrais, en outre, qu'ils informent le Conseil de la date à laquelle ils comptent mettre fin à leur ingérence dans un processus politique qui est censé être dirigé et contrôlé par la Syrie, sans aucune ingérence étrangère. Plus important encore, je demande à ces pays d'informer le Conseil de sécurité de leur position concernant les activités terroristes menées par Hay'at Tahrir el-Cham, le Front el-Nosra, à Idlib et

dans d'autres zones du nord-ouest du pays, ainsi que par d'autres groupes terroristes, qui comprennent dans leurs rangs des milliers de combattants terroristes étrangers. Ils utilisent des points de passage le long de la frontière avec la Turquie pour faire entrer clandestinement des terroristes, des armes et des fonds en Syrie.

La Présidente (*parle en anglais*) : La représentante du Royaume-Uni a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je suis désolée, mais je ne peux pas ne pas réagir à certaines des déclarations qui ont été faites.

Le Royaume-Uni et ses partenaires ne soutiennent pas le terrorisme. Nous combattons le terrorisme où que nous le voyions. Les dernières remarques du représentant syrien étaient tout à fait injustifiées et sans fondement, et je le prie de les retirer. Nous ne soutenons pas les terroristes. C'est aussi simple que cela.

En ce qui concerne les autres questions relatives au calendrier, celui-ci est entre les mains de la Syrie. Lorsqu'il y aura un processus politique viable en Syrie, le relèvement de la Syrie et sa reconstruction, financés par des fonds occidentaux, pourront commencer. Mais tant qu'il n'y aura pas de processus politique viable négocié par les Nations Unies, nous ne serons pas en mesure d'entamer la reconstruction. Nous l'avons dit très clairement au Conseil. C'est à la Syrie de décider de la voie à suivre, et rien de ce que nous avons dit aujourd'hui sur la question relative aux détenus ne va à l'encontre de la souveraineté, de l'intégrité territoriale ou de l'unité de la Syrie. Les Syriens veulent simplement savoir où se trouvent les membres de leur famille.

Je constate que le représentant n'a pas répondu à la question. Nous voudrions qu'il transmette à ses autorités les demandes du Conseil de fournir des informations sur les détenus et de permettre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'accéder aux détenus. C'est une demande très simple. Elle n'empiète en rien sur la souveraineté du pays. D'autres pays autorisent le CICR à avoir accès à leurs centres de détention. Nous demandons simplement la même chose.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Pour être honnête, je n'avais pas l'intention de redemander la parole, mais après avoir écouté les deux déclarations de ma collègue britannique, je ne peux m'empêcher de penser qu'elle veut démontrer qu'il y a une unité au sein du Conseil sur les questions qu'elle vient de soulever, alors que la manière dont elle s'est adressée au représentant de la République arabe syrienne ressemble plus à celle d'un procureur face à un accusé. Nous estimons que c'est inacceptable.

Dans notre déclaration, nous avons nous aussi soulevé un certain nombre de questions auxquelles elle et ses collègues occidentaux n'ont pas encore répondu. Si on veut transformer la présente séance en un procès, comme elle tente de le faire, alors ceux qui devraient être sur le banc des accusés sont ceux qui sont responsables de l'état actuel dans lequel se trouve le pays, en raison de leur ingérence extérieure. Je demande au Conseil de garder cela à l'esprit.

La séance est levée à 12 h 10.